

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 26 février au 04 mars 2026

Le chancelier allemand, Friedrich Merz (CDU), s'est dit préoccupé par l'escalade récente au Moyen-Orient, qualifiant les frappes militaires contre l'Iran de franchissement d'un « seuil vers un avenir incertain ». Il a exprimé des doutes quant à l'efficacité des frappes extérieures pour provoquer un changement intérieur en Iran et a condamné les attaques de l'Iran contre les États voisins. Il a aussi souligné qu'il n'était pas le moment d'évaluer les frappes israélo-américaines au regard du droit international, ni de donner des leçons à des partenaires comme les États-Unis. En Allemagne, la CDU a critiqué le régime iranien et appelé au changement, tandis que le SPD et la gauche ont demandé une désescalade et une solution politique sans recourir à la violence militaire.

En visite à Washington le 3 mars, le chancelier allemand Friedrich Merz a rencontré Donald Trump à la Maison-Blanche, devenant le premier dirigeant étranger reçu par le président américain depuis le début de la guerre en Iran, désormais étendue à l'échelle régionale. Dans le Bureau ovale, Donald Trump a largement monopolisé la parole devant la presse, multipliant les compliments à l'égard de Merz, qu'il a qualifié d'« excellent dirigeant » et d'« ami ». Il en a profité pour critiquer l'ancienne chancelière Angela Merkel ainsi que d'autres responsables européens. Les discussions ont porté sur les crises internationales. Sur l'Iran, Trump a déclaré penser que Téhéran pourrait attaquer en premier, tout en affirmant vouloir éviter une escalade. Merz a exprimé son soutien aux États-Unis et à Israël face au régime iranien, tout en soulignant l'importance de préparer l'« après-guerre ». Les deux dirigeants ont également évoqué la guerre en Ukraine et la nécessité d'augmenter la pression sur la Russie. La rencontre illustre la relation cordiale entre les deux hommes, mais aussi les tensions croissantes dans les relations germano-américaines depuis la réélection de Trump. Les orientations de la politique américaine bousculent en effet la tradition atlantiste d'une grande partie de la classe politique allemande. Friedrich Merz, profondément attaché au partenariat transatlantique, cherche toutefois à maintenir un équilibre : renforcer l'autonomie stratégique de l'Europe tout en préservant des liens étroits avec Washington. Cette stratégie d'équilibriste s'illustre aussi dans les dossiers économiques et sécuritaires, comme la réponse européenne aux nouvelles surtaxes américaines ou la coopération franco-allemande sur la dissuasion nucléaire.

Face à la crise provoquée par la guerre en Iran, des dizaines de milliers de touristes, dont de nombreux Allemands, sont actuellement bloqués au Moyen-Orient. Le ministre des Affaires étrangères, Johann Wadephul, a annoncé une opération de rapatriement pour les ressortissants allemands. Le premier vol de retour, opéré par Lufthansa, est prévu ce mercredi 4 mars, et partira de Mascate, la capitale du sultanat d'Oman. Les passagers devront d'abord traverser les Émirats arabes unis pour rejoindre Oman. Le gouvernement mettra l'accent sur l'évacuation des personnes vulnérables, les vols commerciaux quant à eux reprendront progressivement. Cependant, des restrictions restent en vigueur et Lufthansa a annoncé que ses vols vers les Émirats arabes unis seraient suspendus jusqu'à vendredi. Les autorités estiment qu'environ 30 000 touristes allemands sont encore bloqués, toutefois Wadephul espère une amélioration de la situation dans les jours à venir.

Le Bundestag a approuvé la mise en œuvre de la réforme européenne de l'asile, le GEAS, qui introduit des modifications majeures dans le système d'asile en Allemagne. La réforme autorise les Länder à créer des « centres de migration secondaire » dans lesquels les demandeurs d'asile, dont le dossier relève d'un autre pays de l'UE, devront obligatoirement séjourner. Par ailleurs, elle prévoit de permettre aux demandeurs d'asile ayant une perspective de séjour en Allemagne d'accéder au marché du travail au bout de trois mois, au lieu de six actuellement. La CDU/CSU et le SPD ont soutenu la réforme. Le ministre de l'Intérieur, Alexander Dobrindt, a défendu sa politique, soulignant que cette réforme visait à instaurer de l'ordre dans la gestion de la migration en Europe. Parallèlement, le nombre de demandes d'asile en Allemagne a diminué depuis l'automne 2023, avec une baisse significative des premières demandes, passant de 230 000 en 2024 à environ 113 000 en 2025.

La réélection du président fédéral aura lieu le 30 janvier 2027, comme l'a annoncé la présidente du Bundestag, Julia Klöckner (CDU). Le mandat de Frank-Walter Steinmeier (SPD) prendra fin le 18 mars 2027 et il ne pourra pas se représenter. Le président sera élu par la Bundesversammlung, qui se compose des députés du Bundestag et d'un nombre égal de membres élus par les parlements régionaux, parmi lesquels figurent des personnalités publiques issues de divers domaines. Le chancelier Friedrich Merz (CDU) a annoncé qu'un candidat pour succéder à Steinmeier serait proposé après les élections régionales de septembre, en collaboration avec les présidents des partis CSU et SPD. De plus en plus de voix s'élèvent pour élire, pour la première fois de l'histoire, une femme à la présidence, une idée soutenue par Merz, qui s'est dit ouvert à cette possibilité l'année dernière.

Une étude coordonnée par l'Office fédéral de la police criminelle allemand (BKA) indique qu'un nombre croissant de personnes en Allemagne se montrent réceptives aux idées extrémistes, en particulier à l'idéologie d'extrême droite. Entre 2021 et 2025, la proportion de personnes ouvertes à ce type d'idées est passée de 21,8 % à 29,6 %. Cette évolution touche surtout les jeunes générations. L'enquête, menée par le réseau de recherche MOTRA à partir d'un sondage représentatif, mesurait les attitudes des participants en leur demandant de se positionner sur dix affirmations liées à des thèses extrémistes. L'étude relève aussi une hausse marquée de l'antisémitisme et de l'hostilité envers les musulmans. Cette radicalisation croissante de la société s'accompagne d'une augmentation de la criminalité à motivation politique : en 2024, un record d'environ 100 infractions pour 100 000 habitants a été enregistré, et la tendance s'est poursuivie en 2025.

PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



Dimanche prochain, le 8 mars, **les électeurs du Bade-Wurtemberg éliront leur nouveau parlement**, mettant ainsi fin à l'ère de Winfried Kretschmann, le premier ministre écologiste du Land depuis 2011, qui ne se représente pas. Les derniers sondages placent en tête la CDU, menée par Manuel Hagel, et les Verts, dirigés par Cem Özdemir, la CDU ayant toutefois un léger avantage. Les préoccupations des électeurs sont dominées par les défis liés à l'industrie automobile et au chômage. Environ 7,7 millions de personnes sont appelées à voter, avec l'extension du droit de vote dès 16 ans. Les principaux partis, à savoir la CDU, les Verts, le SPD, Die Linke, l'AfD et la FDP, ont désigné leurs principaux candidats. Cem Özdemir, qui est ex-ministre fédéral de l'agriculture est perçu comme un concurrent sérieux, tandis que Hagel, relativement peu connu du grand public, cherche à s'imposer pour la CDU.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

1 563 milliards d'euros



En 2025, la Chine est redevenue le premier partenaire commercial de l'Allemagne, avec un volume d'échanges de 251,8 milliards d'euros, dépassant les États-Unis, qui restent néanmoins le principal marché pour les exportations allemandes, même en ayant nettement diminué en 2025. Au total, l'Allemagne a exporté pour **1 563 milliards d'euros** de marchandises et importé pour 1 362,5 milliards, maintenant un important excédent commercial, mais en baisse par rapport à l'année précédente. La relation franco-allemande quant à elle demeure un pilier du commerce européen. La France est le deuxième marché d'exportation de l'Allemagne et les échanges bilatéraux ont progressé d'environ 2 % en 2025. L'Allemagne demeure aussi le premier partenaire commercial de la France, avec près de 118 milliards d'euros d'exportations vers l'Hexagone et 69 milliards d'euros d'importations. Cette interdépendance se reflète également dans les investissements croisés et l'emploi, avec plusieurs milliers d'entreprises actives de part et d'autre.